

115

Les leçons de rigueur de Bruxelles à la France

Les recommandations de la Commission européenne au gouvernement français
Bruxelles appelle à des réformes structurelles « sous peine de sanctions »

Bruxelles
Bureau européen

François Hollande s'attendait à un constat sévère au sujet de la perte de compétitivité de la France. Tandis que les plans sociaux se multiplient, que les déficits commerciaux s'accroissent, le nouveau chef de l'Etat ne devrait pas être surpris par les conclusions présentées à ce sujet par la Commission européenne, mercredi 30 mai, à Bruxelles.

Certes, celle-ci ne déclenche pas la procédure pour déséquilibre excessif de la balance commerciale, mais elle pointe du doigt toute une série de handicaps, et préconise certains remè-

des pour tenter de corriger une évolution qu'elle juge préoccupante : la chute de 19,4% des parts de marché mondiales de la France à l'exportation entre 2005 et 2010. Seuls le Royaume-Uni et la Grèce font pire au sein des Vingt-Sept. Au passage, la Commission maintient la pression sur le plan budgétaire. Pour elle, des « efforts additionnels » seront sans doute nécessaires pour tenir le cap des 3% de déficit en 2013.

Tandis que la France est encore en campagne électorale, la Commission a fondé son analyse et ses recommandations sur les programmes de stabilité et de réforme que le gouvernement Fillon lui a remis en avril dernier. Mais les signaux envoyés par Bruxelles prennent les allu-

res d'une feuille de route pour son successeur.

« Tout comme les déficits, les déséquilibres macroéconomiques devront être réglés par le biais de réformes structurelles, sous peine de sanctions », observe Benedicta Marzotto, du laboratoire d'idées Bruegel, à Bruxelles. « L'expression "réforme structurelle" est très connotée, dans un sens de libéralisation du marché du travail, mais la compétitivité de l'économie française doit être améliorée », convient-on du côté du gouvernement.

PHILIPPE RICARD

Lire la suite page 4 et notre dossier
pages 2 et 3 sur le référendum irlandais
et la crise espagnole

Jeunes sans frontières

Notre supplément spécial de 16 pages



Les salaires des patrons du public dans le collimateur

ÉCONOMIE Bercy refuse de valider l'indemnité de 400 000 euros de l'ex-directeur général d'Air France, alors que les rémunérations des patrons du service public vont être limitées par décret. P.19

La catastrophe de la baisse du temps de travail des écoliers

ÉDUCATION L'historien Antoine Prost a calculé que les élèves du primaire ont perdu depuis cinquante ans l'équivalent d'une année d'enseignement. P.24 et 12

Designer's Day Paris, capitale du design

STYLE Le parcours parisien du design a lieu du 31 mai au 4 juin. Sur le thème des « identités ». Supplément



Les nouveaux patrons de la police

► **DGPN** Le ministre de l'intérieur, Manuel Valls, a désigné Claude Baland à la tête de la Direction générale de la police nationale

► **DCRI** Un spécialiste de l'antiterrorisme, Patrick Calvar, a été nommé directeur central du renseignement intérieur

► **PRÉFECTURE** L'actuel directeur de l'ENA, Bernard Boucault, devient préfet de police de Paris P.10 et Débats p.24

La Syrie et les limites de la diplomatie

A qui en douterait, le massacre de Houla, dans lequel l'ONU voit la responsabilité de l'armée syrienne et des milices pro-Bachar Al-Assad, a rappelé une évidence. Le pouvoir bunkerisé à Damas ne reculera devant rien pour se maintenir en place. Ainsi, l'ONU a précisé que la plupart des quelque cent personnes tuées, le 25 mai, dans cette région du nord de la Syrie, notamment les enfants, ont été assassinées d'une balle dans la tête.

Ecraser ou être écrasé : le logiciel syrien ne semble pas comporter d'autre option. Cette vision des enjeux laisse peu de prise aux outils classiques de la diplomatie.

Il est donc bien improbable que la vague d'expulsions d'ambassadeurs et de chargés d'affaires syriens, aux Etats-Unis, en France, en Allemagne ou au Royaume-Uni, entre autres,

ébranle si peu que ce soit un régime rompu aux quarantaines diplomatiques et qui a encaissé sans ciller quinze vagues successives de sanctions européennes.

Que la France ait été la première à déclarer persona non grata la très orthodoxe – selon les canons damascènes – représentante syrienne, Lamia Chakkour, ne gomme pas le relatif aveu d'impuissance que constitue ce geste. La fermeture de l'ambassade de France à Damas, le 2 mars, n'a guère

Editorial

re eu d'incidences, sinon de priver les opposants encore tolérés d'un utile soutien sur place. Dans ce registre, il ne restera bientôt plus que le « feu nucléaire » de la rupture des relations diplomatiques.

Quant à l'éventualité d'une

intervention militaire, évoquée mardi 29 mai par François Hollande, elle est nuancée par un codicille de taille : un feu vert du Conseil de sécurité de l'ONU. Or celui-ci n'est toujours pas parvenu, malgré la multiplication des tueries, à s'entendre ne serait-ce que sur une résolution condamnant avec un peu de fermeté la répression barbare en Syrie.

Pour symbolique qu'il apparaisse, le renvoi des diplomates syriens traduit pourtant une inflexion. En effet, le dernier précédent concernait les représentants libyens, quelques mois avant la chute du régime de Mouammar Kadhafi. Cette inflexion est d'ailleurs confirmée par la décision française d'organiser sur son sol la prochaine réunion du groupe des Amis de la Syrie, censé appuyer une opposition erratique et désespérée, et

préparer avec les pays voisins un éventuel « jour d'après ».

Personne ne doute cependant que c'est à Moscou, plus encore qu'à Pékin, que se jouera le sort du régime syrien. Jusqu'à présent, Vladimir Poutine, qui sera de passage à Paris vendredi, s'obstine à résumer le flit syrien comme une attaque sournoise des Occidentaux contre son pré carré ou considéré comme tel.

L'enjeu consiste donc à persuader la Russie que son influence sera mieux préservée si elle lâche une carte qui ne cesse de perdre de la valeur. Et que la poursuite des troubles servira en définitive l'extrémisme islamiste qu'elle entend endiguer par Bachar Al-Assad interposé. Compte tenu des dispositions manifestées par le président russe, il ne peut s'agir que d'un sacré pari. ■

Lire page 5

Le regard de Plantu

Expulsion de l'ambassadrice syrienne

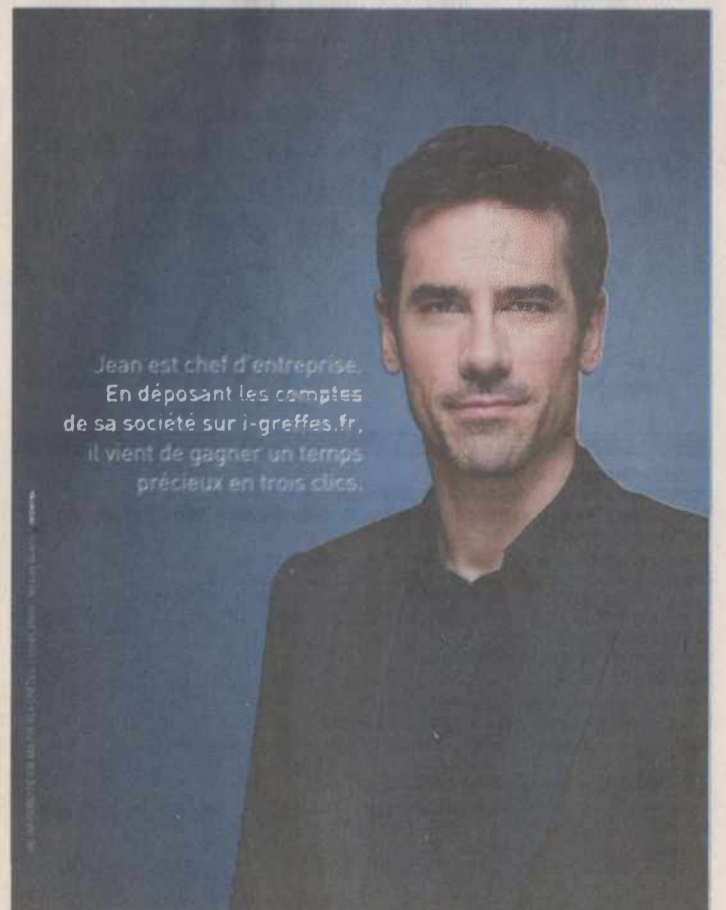


Exposition Avec Delvoye, la « provoc » entre au Louvre

Des cochons tatoués dans les salons Napoléon III, la statuette dorée d'un cerf et d'une biche copulant, un suppositoire de 12 mètres... L'artiste belge Wim Delvoye, créateur de la « machine à caca », présente son travail au Musée du Louvre, à Paris, jusqu'au 17 septembre.

Le Monde l'a rencontré chez lui, dans son château de brique, près de Gand. « J'étais persuadé que si j'avais les mêmes initiales que Walt Disney, ce n'était pas un hasard », confie cet adepte de Duchamp, de Chomsky et de Darwin. Et de conclure : « Je suis une marque. » ■

Lire page 25



SOURCE OFFICIELLE

infogreffe.fr
Les Greffes des Tribunaux de Commerce

Palestinian Airlines
de retour, sauf en Palestine

C'est la seule compagnie aérienne qui ne peut atterrir sur son propre territoire ni même le survoler. Pourtant, le vol inaugural de Palestinian Airlines, le 9 mai, apparaît comme un pied de nez palestinien à Israël, symbole de la marche vers la souveraineté. Les débuts sont donc modestes : deux vols par semaine entre l'aéroport d'El-Arish, en Egypte, près de la frontière avec Gaza, et celui d'Amman, en Jordanie, mais il n'empêche : absente du ciel depuis sept ans, la compagnie aérienne palestinienne fait son retour.

Pour les Gazaouis, c'est un véritable appel d'air, même si les deux Fokker 50 utilisés doivent compter 1 heure 35 de vol pour parvenir à leur destination, puisqu'ils font le grand tour, en passant au sud d'Eilat. Pas question, bien sûr, d'utiliser l'espace aérien d'Israël.

En 2001, peu après le déclenchement de la seconde Intifada, l'armée israélienne avait détruit le tarmac de l'unique aéroport palestinien de Rafah, au sud de la bande de Gaza. La compagnie palestinienne, fondée en 1995, avait dû se replier sur El-Arish, à 60 kilomètres à l'ouest de Rafah. Mais jusqu'à la fin de la présence israélienne dans Gaza, en 2005, le réservoir de passagers gazaouis s'était tari et Palestinian Airlines avait fermé ses portes.

C'est le souffle du printemps arabe qui a permis l'envoi de Palestinian Airlines. Après la chute du président Hosni Moubarak, les autorités égyptiennes ont ouvert largement celles du point de passage de Rafah, entre Gaza et l'Egypte, et les Gazaouis, toujours victimes du blocus (bien

qu'allégé) imposé par Israël, se sont précipités vers la liberté. Bref, la clientèle potentielle de Palestinian Airlines était de retour. Mais cette liberté est conditionnelle (les hommes de moins de 40 ans doivent obtenir une autorisation des services de sécurité égyptiens) et fragile.

Nuages à l'horizon

Les Palestiniens de Gaza observent avec autant d'inquiétude que les Egyptiens l'évolution de la situation politique au Caire. Car si Ahmed Chafik, l'ancien premier ministre d'Hosni Moubarak, devait emporter l'élection présidentielle, il n'est pas sûr qu'il maintienne les bonnes relations qui se sont nouées avec le gouvernement du Hamas à Gaza. A contrario, si Mohammed Morsi, chef de file des Frères musulmans, devait s'imposer, Israël (qui a accepté l'ouverture du check-point de Rafah) sera tenté de serrer le garrot du territoire.

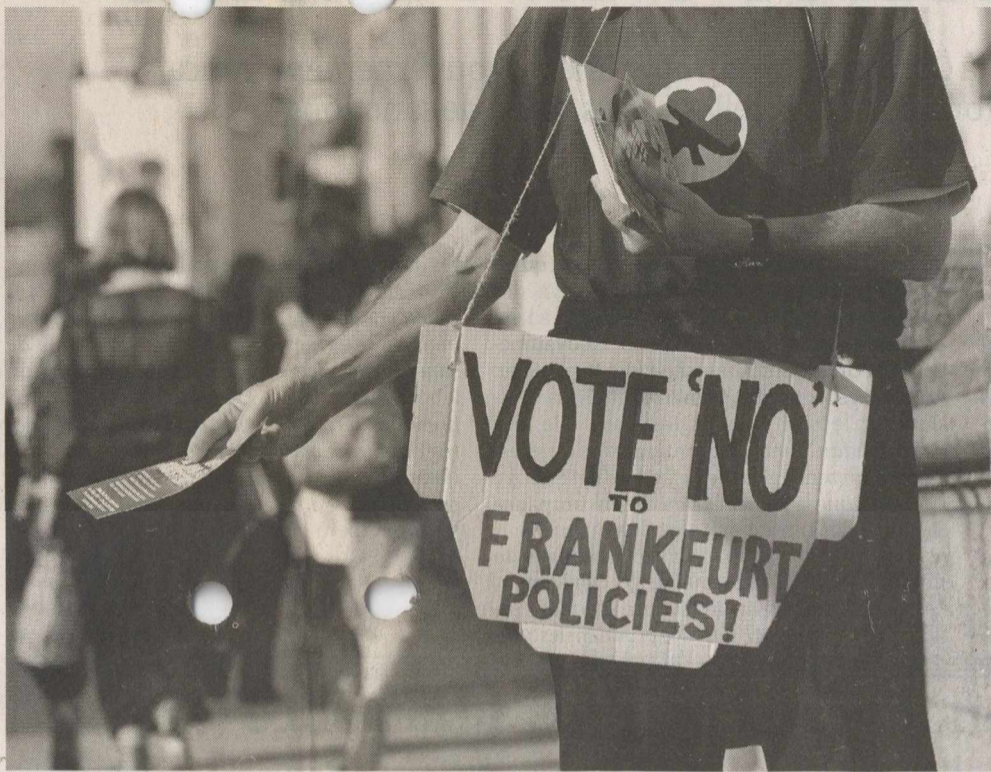
L'Etat juif sera d'autant plus incité à brandir le bâton si la réconciliation entre le Fatah, le parti dominant de l'Autorité palestinienne, fondée en 1995, engendre un gouvernement d'union. Ce n'est pas le seul nuage à l'horizon : avant que Palestinian Airlines atteigne une altitude de croisière, la compagnie « nationale » du futur Etat palestinien va voler à perte. Or il manque quelque 600 millions de dollars (481 millions d'euros) à l'Autorité palestinienne pour boucler l'année 2012. Ce qui fait beaucoup de turbulences : les passagers de Palestinian Airlines ne doivent pas s'attendre à un long vol tranquille... ■

LAURENT ZECCHINI
(JÉRUSALEM, CORRESPONDANT)

CRISE DE LA ZONE EURO

Reportage Les Irlandais sont appelés à ratifier par référendum, jeudi 31 mai, le traité européen sur la stabilité, la coordination et la gouvernance. Un « non » écarterait le pays du Mécanisme européen de stabilité

L'Irlande vote sur le pacte budgétaire « entre peur et colère »



A Dublin, un partisan du « non » au référendum sur le pacte budgétaire européen distribue des tracts, mardi 29 mai. PETER MUHLV/AFP

Dublin
Envoyé spécial

Sean Kenny, casquette sombre et cravate rouge, assure en souriant qu'il est « plus fiable qu'un sondage ». Un peu comme les habitants nivernais du petit bourg de Donzy, qui votent systématiquement à l'unisson du reste de la France, cet ancien électricien de 67 ans s'est toujours prononcé de la même manière que la majorité de ses concitoyens.

Jeudi 31 mai, il dira « oui » au traité européen sur la stabilité, la coordination et la gouvernance, le texte qui généralise le principe de la « règle d'or » budgétaire dans les 25 Etats de l'Union européenne (UE) qui l'ont ratifié et que seule l'Irlande ratifiera par référendum. « Je n'ai pas très envie de donner ma voix à une politique d'austérité qui nous a mis à genoux, mais une victoire du non serait, paraît-il, synonyme de chaos, explique M. Kenny. C'est un chantage que mon âge avancé me permet d'accepter... »

Le chaos annoncé prendrait la forme d'une exclusion de l'Irlande du Mécanisme européen de stabilité (MES), destiné à financer les pays de la zone euro en difficulté. L'accès à ce fonds, conditionné par l'adoption du traité, est essentiel pour Dublin, dont la volonté affichée de revenir se financer sur les marchés en 2013 est compromise par une croissance atone. Les partisans du non ont assuré que l'Europe, ou au moins le

Fonds monétaire international (FMI), n'abandonnerait pas le pays en cas de rejet du pacte. « Notre reprise est fragile, ne prenons pas le risque », leur a répondu le premier ministre, Enda Kenny, le 28 mai, dans le quotidien Irish Times.

Plus que tout, les Irlandais craignent d'être abandonnés à leur sort, relégués, avec la Grèce, sur le banc de touche européen. En votant non en 2001 (Nice) et 2008 (Lisbonne), ils avaient obtenu des concessions de Bruxelles avant de revoter positivement. Cette fois, rien de tel à attendre : le pacte budgétaire doit être ratifié par douze des dix-sept pays de l'Union monétaire pour entrer en vigueur. Un refus irlandais ne torpillerait donc pas le traité, mais priverait le pays du soutien de ses partenaires. « Les seuls à souffrir d'un vote non seront les Irlandais », a prévenu le ministre de l'Agriculture, Simon Coveney, répétant qu'il n'y aurait pas, cette fois, de seconde chance.

« On va se rendre aux urnes avec un pistolet sur la tempe », déplore Macdara Doyle, de la fédération syndicale ICTU, laquelle n'est pas parvenue à donner une consigne de vote après avoir défendu le oui en 2001 et 2008. « Ce scrutin se joue entre la peur et la colère », résume Edward Arnold, directeur du Centre d'études européennes du Trinity College de Dublin : peur de la banqueroute et des conséquences incertaines d'un vote négatif ; colère contre l'austérité et le chômage, passé de 4 % à 14 % de la population active en quatre ans.

« C'est une colère contenue, dit la journaliste Elaine Byrne. En Irlande, on ne manifeste pas, on ne fait pas d'émeutes, on ne vote pas pour des partis extrémistes ; on s'exprime lors des référendums. » Ou on s'installe, comme Robert Morgan, devant le Dail, le Parlement, pour dire son ras-le-bol. Uniforme militaire sur le dos et pancarte en lettres gothiques rebaptisant le bâtiment « Bundestag », ce maître de conférences à l'université de Dublin, licencié il y a un an, vient cha-

« On va se rendre aux urnes avec un pistolet sur la tempe »
Macdara Doyle
fédération syndicale ICTU

que jour dénoncer la politique de coupes budgétaires décidée, selon lui, à Berlin.

L'atmosphère de la campagne est pesante, comme au meeting organisé le 27 mai par le Fine Gael, le parti au pouvoir, pourtant annoncé comme « festif ». La députée de Dunlin Catherine Byrne, cheveux blancs et voix tremblante, y raconte son porte-à-porte du matin : « Un vieil homme m'a ouvert la porte, des larmes dans les yeux : "Je viens d'amener mon unique petit-fils à l'aéroport, il est parti en Australie", m'a-t-il dit. Je lui ai dit que voter oui était le seul moyen de le voir revenir. »

Le camp du ta (« oui », en gaélique), emmené par le Fine Gael (chrétien-démocrate) et son partenaire de gouvernement travailliste, ainsi que par le parti d'opposition Fianna Fail, n'a pas surjoui l'enthousiasme. « Stabilité », « rétablissement », « investissement » clament ses affiches. Il s'est attaché à rallier le maximum de soutiens de la société civile – restaurateurs, fermiers, associations de femmes... – pour ne pas donner l'impression, désastreuse en 2008, d'une campagne menée par les seules élites dublinoises.

Les nonistes – agrégat de mouvements de la gauche radicale, du parti nationaliste Sinn Fein et de l'organisation Libertas du milliardaire ultraconservateur Declan Ganley – ont joué sur ce sentiment antiélites, fustigeant l'« arrogance » du pouvoir. Leurs affiches disent leur refus des dernières taxes créées par le gouvernement sur l'habitat, l'eau ou les ordures. Ils ont cherché à inscrire leur mouvement dans une dynamique européenne, invitant à Dublin une députée de la gauche radicale grecque du Syriza ou présentant l'élection de François Hollande comme un non français au pacte.

Les derniers sondages, qui donnent au oui une avance de 10 à 20 points, semblent donner raison à l'oracle Sean Kenny. Mais mardi, à quarante-huit heures du vote, 20 % des électeurs se disaient encore indécis. ■

BENOÎT VITKINE

Vers un second plan de soutien financier en 2013 ?

LES TEMPS du « tigre celtique » sont révolus. Pour l'Irlande, trois ans de rigueur et autant de sacrifices pour assainir les comptes publics et gommer les méfaits de la crise financière et de l'éclatement de la bulle immobilière, n'ont pourtant pas été vains. L'Irlande, élève modèle de la zone euro, est parvenue à réduire un déficit de plus de 30 % de son produit intérieur brut (PIB) en 2010 à 9,4 % en 2011 (en excluant le plan de recapitalisation des banques qui lui a coûté 3,7 points de PIB). Presque une prouesse.

Pour les experts de la banque américaine Citigroup, le pays aura même besoin d'un second plan de soutien financier en 2013. A leurs yeux, l'Irlande ne sera pas prête à affronter les marchés pour financer son déficit et le remboursement de la dette arrivant à échéance (14 milliards d'euros). Un diagnostic sévère pour le pays, mais aussi pour les méthodes de la « trika » – la Banque centrale européenne (BCE), le Fonds monétaire international (FMI) et la Commission européenne.

Trois ans de récession, sept plans de rigueur et autant de sacrifices pour assainir les comptes publics et gommer les méfaits de la crise financière et de l'éclatement de la bulle immobilière, n'ont pourtant pas été vains. L'Irlande, élève modèle de la zone euro, est parvenue à réduire un déficit de plus de 30 % de son produit intérieur brut (PIB) en 2010 à 9,4 % en 2011 (en excluant le plan de recapitalisation des banques qui lui a coûté 3,7 points de PIB). Presque une prouesse.

L'angoisse de la récession
Mais sa position reste fragile, soulignent les experts de Citigroup dans une note du 18 mai. « A la fin, il faut se rappeler que le déficit reste de l'ordre de 10 % du PIB », insiste Amit Kara, économiste chez UBS à Londres. Surtout, le déficit dit structurel (indépendant du cycle économique) est le plus

élevé de la zone euro et le restera sans doute en 2012, 2013 et 2014, selon le FMI. Autrement dit, le pays continue à fabriquer de la dette. Et son endettement enflé : de 108,2 % du PIB en 2011, la créance publique devrait atteindre 120,2 % en 2013 selon la Commission européenne.

Une fois encore, le problème budgétaire de l'Irlande serait gérable s'il n'y avait cette angoisse de voir le pays replonger en récession. Pour l'heure, ce n'est pas le scénario de la commission européenne et du FMI qui s'attendent à voir le PIB de l'Irlande progresser de 0,5 % cette année. Mais pour nombre d'économistes, ce pronostic est hasardeux.

De fait, l'avenir du pays dépend de celui de l'Europe, lui-même incertain. En cause : une croissance corrélée aux exportations dont 40 % sont destinées aux pays de la zone euro, et 20 % au Royaume-

Uni, en pleine crise.

Et en cas de catastrophe en Europe, le pays ne peut pas compter sur ses ressources internes. Les investissements restent grippés et les ménages ne sont pas d'humeur à dépenser. Pour redresser les comptes, la TVA a été relevée à 23 %. Et la déconfiture du secteur de la construction s'est traduite par un chômage de masse : 14,4 % des Irlandais sont sans emploi.

Surtout, les ménages, attirés par des crédits bon marché, se sont endettés plus que de raison. Leur dette dépasse 200 % de leurs revenus et 10 % des emprunts immobiliers sont payés en retard. Soulager ces emprunteurs ? Ce serait fragiliser les banques encore convalescentes, souligne M. Kara.

Les Irlandais, appelés à voter le 31 mai sur le traité de stabilité européen, ont eux-aussi des raisons de douter. ■

CLAIRE GATINOIS

Les indégivrables Xavier Gorce

Un suicide, c'est 5 heures de retard pour les 350 passagers d'un L'Air Tgv...

Le coût horaire moyen du travail de 30€, multiplié par le nombre de trains suivants...

+ le coût des secours, gendarmes, etc...

Qui calcule le prix de la détresse dans la réduction des déficits ?

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », membre du directoire, directeur des rédactions Erik Izraelewicz
Secrétaire générale du groupe Catherine Sueur
Directeurs adjoints des rédactions Serge Michel, Didier Pourquery
Directeurs éditoriaux Gérard Courtois, Alain Frachon, Sylvie Kauffmann
Rédacteurs en chef Eric Béziat, Sandrine Blanchard, Luc Bronner, Alexis Delcambre, Jean-Baptiste Jacquin, Jérôme Fenoglio, Marie-Pierre Lannelongue (« Le magazine du Monde »)
Chef d'édition Françoise Tovo
Directeur artistique Aris Papatheodorou
Médiateur Pascal Galinier
Secrétaire générale de la rédaction Christine Laget
Directeur du développement éditorial Franck Nouchi
Conseil de surveillance Pierre Bergé, président, Gilles van Kote, vice-président
Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA
Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 94 610 348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).
Rédaction 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13 Tél : 01-57-28-20-00
Abonnements par téléphone de France 32-89 (0,34 € TTC/min) ; de l'étranger : (33) 1-76-26-32-89 ou par Internet www.lemonde.fr/abojournal

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0712 C 81975 ISSN 0395-2037
M publicité
Président : Louis Dreyfus
Directrice générale : Corinne Mrejen
OJD
80, bd Auguste-Blanqui, 75707 PARIS CEDEX 13
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26
Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gunschbourg, 94852 Ivry cedex

CRISE DE LA ZONE EURO

La tempête financière sur Madrid s'aggrave

Le gouverneur de la Banque d'Espagne part plus tôt que prévu. La BCE désavoue un des plans pour recapitaliser Bankia

Madrid
Correspondance

En pleine tempête financière, le gouverneur de la Banque d'Espagne, Miguel Angel Fernandez Ordoñez a jeté l'éponge. Alors qu'enflent la polémique et les doutes sur le financement du sauvetage de la quatrième banque espagnole Bankia, qui suppose de trouver 19 milliards d'euros de fonds publics, M. Ordoñez a annoncé, mardi 29 mai, qu'il abandonnera le 10 juin la présidence de l'organe de supervision du secteur financier espagnol. Un mois avant la fin de son mandat, le 12 juillet.

Il faut dire que les réflexions pour recapitaliser Bankia patientent. Madrid excluant toute aide européenne pour ne pas avoir à adopter de plan d'ajustement en contrepartie, le pays évoquait jusqu'ici deux pistes : l'une classique, dans laquelle l'Etat emprunte des fonds sur les marchés pour ensuite les mettre dans Bankia ; l'autre, plus complexe mais ayant le grand avantage de ne pas avoir à solliciter des marchés alors que l'écart entre les taux allemands et espagnols bat chaque jours de nouveaux records, aurait vu Madrid injecter des titres d'emprunt espagnol dans la banque, qui aurait ensuite pu les utiliser comme garantie lors de ses opérations de refinancement auprès de la Banque centrale européenne (BCE).

Las, la BCE, qui n'avait pas été informée, a été très surprise et fâché de cette dernière piste, ainsi que l'a révélé le quotidien britannique *Financial Times* mercredi matin. Pour l'autorité monétaire, cette solution aurait été contraire aux traités, car elle aurait pu s'assimiler à du financement monétaire. Contactée, l'institution monétaire s'est refusée à tout commentaire.

Un revers de plus pour le gouverneur de la Banque d'Espagne, qui a vu les critiques se multiplier à son encontre ces dernières semaines. Vilipendé pour son rôle dans la faillite de Bankia, critiqué pour sa gestion de la crise et son manque de contrôle sur les banques, il



La Bourse de Madrid, le 28 mai. Le 11 juin, les institutions financières espagnoles présenteront les plans d'assainissement. JUAN MEDINA/REUTERS

avait déjà été désavoué par le gouvernement, qui a nommé deux cabinets d'audit indépendants pour réaliser l'évaluation des bilans qui lui incombe.

Après ne pas avoir pu freiner la bulle immobilière en 2006 et 2007, minimisé les conséquences de son éclatement sur les banques et les caisses d'épargne espagnoles, M. Ordoñez a mené quatre réformes du secteur ces trois dernières années. Mais les économistes l'accusent d'avoir tardé à prendre des mesures pour assainir les banques ou impulsé des fusions entre des entités fantômes en pensant à tort que cela les renforcerait.

M. Ordoñez voulait s'expliquer devant le Parlement sur la chute de Bankia et son rôle de gouverneur. Et répondre notamment à ceux qui, au sein du Parti populaire (PP) au pouvoir, l'accusent d'avoir imposé à la caisse d'épargne Caja Madrid, contre son gré, la fusion avec la caisse valencienne Bancaja, très exposée à la bulle immobilière, qui a donné naissance à Bankia en 2010.

Plans d'assainissement

Mais le porte-parole du PP au Congrès des députés, Alfonso Alonso, a rejeté sa requête mardi, considérant que la comparution de res-

ponsables serait « contre-productive », le moment n'étant pas à des « confrontations politiques ».

M. Ordoñez laissera sa place le 10 juin sans pouvoir se défendre. Le lendemain, les institutions financières espagnoles devront présenter les plans d'assainissement destinés à augmenter leurs fonds propres de 30 milliards d'euros. Selon la Banque d'Espagne, M. Ordoñez souhaite laisser à son successeur assumer, « dès le commencement », la « nouvelle phase » qui s'ouvre le 11 juin, laquelle supposera de prendre des « décisions importantes ».

Car plusieurs banques et caisses d'épargne pourraient deman-

der à leur tour l'aide du gouvernement. Les économistes considèrent notamment que les trois entités déjà nationalisées précédemment par le gouvernement – NovacaixaGalicia, CatalunyaCaixa et Banco de Valencia – pourraient avoir besoin de près de 30 milliards d'euros. L'Espagne pourra-t-elle y faire face seule, vu que ses titres de dette brûlent les doigts des investisseurs ?

L'Espagne a besoin d'initiatives européennes pour rétablir la confiance dans la monnaie unique et ramener le calme sur les marchés, a déclaré à l'agence Reuters la numéro deux du gouvernement,

L'inflation allemande ralentit, la BCE peut agir

L'inflation en Allemagne a ralenti à 1,9 % en mai (2,1 % en avril), d'après les chiffres publiés mardi 29 mai par l'Office fédéral de la statistique. C'est la première fois depuis décembre 2010 qu'elle tombe sous l'objectif de 2 % fixé par la Banque centrale européenne (BCE). Le ralentissement de l'inflation allemande pourrait permettre à l'institut d'émission européen de baisser ses taux dans les mois qui viennent sous le seuil de 1 %, pour la première fois de son histoire sans provoquer l'ire de la Bundesbank. Elle pourrait également être un nouvel argument pour ceux qui souhaitent voir la zone euro se concentrer désormais davantage sur la croissance que sur l'austérité. Toutefois Berlin redoute que cela n'induisse une inflation incontrôlée qui serait préjudiciable à l'euro.

Soraya Saenz de Santamaria, sans préciser les mesures qu'elle souhaiterait voir adopter. « Si l'Union européenne ne renforce pas la zone euro par un quelconque mécanisme, il ne sera plus question de savoir qui sort [de l'euro], il sera question de l'UE elle-même. Qu'est-ce que l'UE sans euro? », a-t-elle déclaré. Madrid s'est déjà prononcé en faveur de nouvelles injections de liquidités par la BCE ou la reprise du programme d'achat d'obligations publiques par la BCE, en sommeil depuis maintenant onze semaines.

Dans un pays au bord de la crise de nerf, la pression s'est accentuée dans les médias et dans la rue pour que des responsables, dont M. Ordoñez, soient auditionnés. Car injecter des milliards dans les banques alors que le pays est plongé dans une sévère politique d'austérité qui exige à tous des sacrifices, pourrait aussi supposer une explosion des tensions sociales. ■

SANDRINE MOREL
AVEC CLÉMENT LACOMBE

De l'incapacité d'évaluer les risques des banques

LES ETATS ONT-ILS une vision claire des risques supportés par leurs banques ? La déconfiture brutale du secteur bancaire espagnol, marquée par la nationalisation en urgence de Bankia, quatrième banque du pays, à la mi-mai, dans le cadre d'un sauvetage public qui s'annonce déjà comme le plus coûteux de l'histoire de l'Espagne (23,5 milliards d'euros), jette le doute. Un doute dont les dirigeants de la zone euro, à la peine pour trouver une issue politique à la crise des dettes souveraines, se seraient bien passés.

La Banque d'Espagne, dont le gouverneur a annoncé sa démission, mardi 29 mai, n'avait pas anticipé l'ampleur des pertes liées à l'éclatement de la bulle immobilière. De son côté, lors de tests de résistance des banques organisés fin 2011, et qui s'étaient bornés à évaluer l'impact de la crise des dettes souveraines sur les comptes, l'Autorité bancaire européenne (*European banking authority*, EBA) avait estimé le besoin de recapitalisation de Bankia à... 1,33 milliard d'euros.

Le besoin en capitaux de l'ensemble du secteur bancaire espagnol avait été chiffré à 26 milliards d'euros, loin également de l'estimation de 50 milliards désormais admise à Madrid, pour absorber une facture immobilière de plus de 80 milliards d'euros.

Devant la difficulté à lire et analyser les bilans bancaires, le gou-

vernement de Mariano Rajoy a choisi, le 18 mai, de confier à des cabinets privés, BlackRock et Oliver Wyman, le soin d'auditer la qualité des actifs du secteur bancaire espagnol, perclus de créances immobilières douteuses. Un signal fort de l'impuissance des Etats et un dédit de l'expertise publique conduite par la Banque centrale espagnole.

Réponses claires exigées

« Les tests de l'Autorité bancaire européenne sont un outil parmi d'autres, pas la vérité révélée, fait valoir une source proche de l'autorité. L'exercice conduit fin 2011 visait à évaluer l'impact de la perte de valeur des dettes souveraines sur les bilans bancaires et à exiger un coussin de sécurité pour renforcer le système bancaire. D'ici à juin, toutes les banques auront renforcé leur capital. C'est un progrès. »

Le conseil des superviseurs de l'EBA se réunira les 6 et 7 juin, pour parler notamment de l'Espagne. Il exigera des réponses claires sur la façon dont le pays compte s'y prendre pour renforcer les capitaux propres de Bankia et de l'ensemble des banques.

Pour l'économiste Nicolas Véron, du centre Bruegel, « le problème du secteur bancaire ne peut plus être traité indépendamment du problème des Etats et de leurs dettes souveraines. Il faut élaborer des réponses communes ». ■

ANNE MICHEL

« Des récits de campagne, le plus original et le plus drôle. »
Ariane Chemin, *Le Monde*

« Déjanté de la première à la dernière ligne, ahurissant par ce que l'on y apprend. Un régal ! »
Maurice Szafran, *Marianne*

« Des scènes saisissantes. »
Soazig Quémener, *Le JDD*

Franz-Olivier Giesbert
DERNIERS CARNETS
Scènes de la vie politique en 2012 (et avant)
Flammarion

CRISE DE LA ZONE EURO

La France bloque la candidature de M. Schäuble à la tête de l'Eurogroupe

Jean-Marc Ayrault a critiqué le « climat d'austérité sans perspective » dans la zone euro. Faute d'accord entre Paris et Berlin, le mandat de Jean-Claude Juncker pourrait être prolongé

Bruxelles
Bureau européen

François Hollande et son gouvernement ne semblent vraiment pas pressés d'adopter Wolfgang Schäuble à la tête de l'Eurogroupe. Avant le second tour de la présidentielle, le ministre des finances allemand était donné favori pour le poste. Désormais, faute de consensus à son sujet, Jean-Claude Juncker pourrait bien être maintenu dans ses fonctions au-delà du terme de son mandat, en juillet. « La succession est un jeu complexe dont la donne a totalement changé depuis l'élection de François Hollande », indique un haut responsable européen. Pour lui, aucune décision ne devrait être prise avant l'été.

Le président de la République est lui-même resté discret depuis qu'il s'est installé à l'Élysée, voici deux semaines. La question aurait été à peine abordée avec Angela Merkel lors de leurs premières rencontres, à Berlin, à Camp David ou à Bruxelles. M. Hollande n'aurait, d'après son entourage, pas dit à la chancelière allemande que le choix de son ministre des finances était inacceptable. Mais mardi 29 mai, c'est Jean-Marc Ayrault, son premier ministre, qui, dans un entretien à *L'Express*, a jeté un sérieux doute sur les chances de Wolfgang Schäuble de succéder à Jean-Claude Juncker. Cette nomi-

« La succession est un jeu complexe dont la donne a changé depuis l'élection de François Hollande »
Un responsable bruxellois

nation est-elle inenvisageable ? « Nous n'en sommes pas encore là », a répondu le premier ministre. « La priorité, c'est la croissance et le fossé qui se creuse entre Europe du Nord et du Sud ». « Les peuples sont fatigués de ce climat d'austérité sans perspectives, qui crée des arguments pour les populistes », a ajouté M. Ayrault. Des commentaires pas très amènes pour Wolfgang Schäuble, partisan de la rigueur et volontiers donneur de leçons aux pays du Sud.

La petite phrase démontre que le gouvernement français rechi-



Le ministre des finances allemand, Wolfgang Schäuble, le 30 avril. MIGUEL VIDAL/REUTERS

gne pour le moins à soutenir la candidature de Wolfgang Schäuble, même après le second tour des élections législatives françaises, le 17 juin. A Paris, on considère qu'il n'est pas facile de nommer un Allemand à un poste jugé stratégique pour le gouvernement économique et budgétaire de l'Union monétaire. Surtout à l'heure où le chef de l'Etat tente de réorienter la gestion de la crise des dettes en insistant sur des sujets délicats pour Berlin, comme les euro-obligations. La succession de M. Juncker est « un sujet important, qui suppose un examen approfondi », dit-on à l'Élysée : « Ce n'est pas une décision qui se prend facilement, que ce soit M. Schäuble ou un autre. »

L'Élysée entend préciser le profil du poste avant d'arrêter son choix, tout en privilégiant une présidence permanente de l'Eurogroupe, et non un ministre en exercice, afin de renforcer la fonction. Il n'est pas non plus question de se précipiter, tandis que chefs d'Etat et de gouvernement viennent, lors de leur dîner du 23 mai, d'entamer des réflexions pour approfondir l'Union monétaire.

Les premières décisions en ce sens ne sont pas attendues avant le Conseil européen des 28 et 29 juin.

En réalité, les réserves de l'Élysée s'ajoutent à celles d'autres pays de la zone euro. « Bien vu au Nord, M. Schäuble est perçu comme intraitable par les pays du Sud, à un moment où l'Eurogroupe s'appête à vivre des moments difficiles à propos de la Grèce ou de l'Espagne », dit un responsable. L'Italie de Mario Monti est, parmi d'autres, peu favorable à la désignation du grand argentier allemand. A Rome, on imagine de confier le poste à Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen, qui n'en fait pas une priorité personnelle. « M. Juncker est en place ; s'il n'y a pas de solution en juillet, il faudra qu'il reste au moins pendant quelques mois », observe une source bruxelloise.

Pour lui, la bataille de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) va de surcroît laisser des traces au sein du « tandem » franco-allemand : le candidat français, Philippe de Fontaine Vive, mollement soutenu par Paris et Berlin, a été

battu mi-mai par le challenger britannique, les Européens ayant été incapables de se mettre d'accord sur une candidature acceptable par tous. « Du coup, les Français ne se sentent pas redevables envers les Allemands », juge un expert.

Pour ne rien arranger, l'idée de nommer M. Schäuble à la présidence de l'Eurogroupe ne fait pas non plus l'unanimité en Allemagne. Dans un entretien à l'agence DPA, le 27 mai, Peer Steinbrück (SPD), ancien ministre des finances social-démocrate durant la grande coalition (2005-2009), a jugé que cette nomination serait même « une erreur ». Ce n'est pas la personne qui est en jeu mais, pour lui, l'Allemagne joue un rôle trop important au sein de l'Union monétaire pour qu'un de ses représentants puisse jouer les arbitres.

« Je laisserais cela à un pays qui est dans une situation de servitude intermédiaire entre différents intérêts, notamment entre les intérêts des plus importants Etats membres de l'Union européenne », explique ce député et candidat à l'investiture du SPD contre Angela Merkel lors des élections de l'automne 2013. ■

PHILIPPE RICARD

La Commission donne une feuille de route chargée à François Hollande

Au menu : consolidation budgétaire, modération salariale, allongement de l'âge de la retraite...

►►► Suite de la première page

Plutôt critique, le rapport clôt une enquête approfondie ouverte en février, à l'encontre de la France, comme de onze autres Etats européens, Italie, Espagne, Royaume-Uni, Danemark, ou Suède. Une petite équipe de fonctionnaires européens est venue discrètement à Paris, pendant la campagne électorale, pour dresser l'état des lieux. Leur constat s'inscrit dans le cadre du dispositif de surveillance macro-économique, un nouvel instrument dont l'objectif est de détecter et de corriger des problèmes graves, tels un déficit commercial trop lourd, une bulle spéculative immobilière ou un chômage trop élevé. Il s'accompagne de recommandations que les gouvernements ne sont pas obligés de suivre à ce stade. Les choses pourraient être différentes si, faute d'action, la France devait passer à un stade ultérieur de la procédure dans les prochaines années.

Dans son état des lieux, la commission souligne les problèmes du coût du travail en France. Elle ne préconise pas de baisser les salaires, comme elle l'a fait pour les pays sous assistance financière (Grèce, Irlande, Portugal), mais suggère la modération : « Depuis 2000, les salaires nominaux ont augmenté plus vite que la productivité », note-t-elle. Résultat, les entreprises exportatrices, pas assez présentes sur les marchés émergents les plus dynamiques, ont dû rogner sur leurs marges pour limiter leurs pertes de part de marché.

La commission s'inquiète aussi de la fiscalité pesante sur le travail, et préconise de l'alléger et d'allourdir dans le même temps la taxation environnementale. Bruxelles recommande à la France de réduire les niches fiscales, pour élargir ses revenus fiscaux, et mieux combler ses déficits. Tandis que François Hollande annonce sa réforme fiscale pour juillet-août, « le système peut-être rendu plus favorable à la croissance et à la compétitivité », conseille la commission. Pour elle, « l'efficacité de certains taux réduits de TVA est questionable. »

Les remarques de Bruxelles abordent aussi des terrains potentiellement plus conflictuels avec la gauche française. Ainsi, la concurrence est-elle jugée « sous optimale » dans le commerce de détail, les services, et les industries de réseau, comme l'électricité, et le transport ferroviaire.

La commission critique de surcroît le manque de flexibilité du marché du travail, sa segmentation qui pénalise les jeunes et les

Vers la levée de sanctions contre la Hongrie

La Commission européenne devait décider, mercredi 30 mai, de suspendre les sanctions financières adoptées en mars contre la Hongrie. Pour elle, le gouvernement de Viktor Orban a pris les décisions attendues pour ramener son déficit sous le seuil de 3 % du produit intérieur brut dès cette année.

Pour l'obliger à agir en ce sens, les Vingt-Sept avaient décidé voici deux mois de suspendre une partie des fonds régionaux promis à Budapest pour 2013, soit quelque 300 millions d'euros. Cette mesure devait être revue d'ici à juin en cas de progrès. La suspension des sanctions va détendre les relations avec Budapest. — (Corresp.)

seniors. D'après Bruxelles, cette segmentation est due « en particulier au haut degré de protection légale » incluse dans les contrats du travail. Petite provocation : les licenciements économiques devraient être rendus possibles pour améliorer la rentabilité des entreprises, et leur compétitivité.

A propos du smic, auquel M. Hollande veut donner un « coup de pouce » sans déstabiliser le monde des affaires, la commission salue sa relative stabilisation ces dernières années. Pour elle, cet outil ne doit pas pénaliser l'entrée dans le monde du travail, alors qu'un jeune français sur quatre est au chômage.

Bruxelles met aussi en garde implicitement contre le toilettage, même partiel, du régime des retraites annoncé par le nouveau gou-

« Depuis 2000, les salaires nominaux ont augmenté plus vite que la productivité »
Rapport de la Commission européenne

vernement. M. Hollande a promis de revenir à l'âge de départ à 60 ans – contre 62 ans – pour ceux qui ont commencé à travailler très jeune. Pour la Commission, la réforme adoptée à l'initiative de Nicolas Sarkozy est « positive » : elle garantit un retour à l'équilibre du régime des retraites en 2018, sauf incident majeur. Mais rien n'est acquis pour l'après 2020 regrette-t-on à Bruxelles, en encourageant plutôt le gouvernement à poursuivre dans la voie d'un allongement de la vie active.

Seule consolation à deux semaines des législatives, José Manuel Barroso et son équipe font preuve d'indulgence à ce stade sur le plan budgétaire : pour eux, la France peut attendre l'été avant de préciser ce qu'elle entend faire pour tenir l'engagement, repris à son compte par M. Hollande, de ramener le déficit en deçà du seuil des 3 % en 2013.

« La consolidation budgétaire reste un défi politique important en France », rappelle cependant le rapport : « la stratégie de consolidation dans le commerce de détail, les services, et les industries de réseau, comme l'électricité, et le transport ferroviaire. »

Le 11 mai, la commission avait pronostiqué un déficit de 4,2 % en 2013, à politique inchangée. L'endettement devrait alors frôler la barre des 90 % du PIB, contre moins de 65 % en 2007. S'il se refuse encore à parler de plan de rigueur, le gouvernement Ayrault attend les conclusions, pour la fin juin, de l'audit des finances publiques demandé à la Cour des comptes. D'ici là, Olli Rehn et ses services considèrent que la France peut, sans efforts supplémentaires, tenir ses promesses pour 2012 (4,4 % de déficit). A moins d'une nouvelle rechute inattendue de la croissance. En guise d'exemple à suivre, l'Allemagne devrait en revanche sortir, selon les recommandations de la commission, de la procédure pour déficit excessif engagée à son endroit. ■

P. Ri.

Sociétés sous LBO : Moody's tire le signal d'alarme

Un quart des groupes européens pourraient faire faillite. Ils devront au moins renégocier leurs dettes

La crise des dettes européennes n'affaiblit pas seulement le secteur bancaire. Dans une étude publiée mardi 29 mai, l'agence de notation Moody's met en garde contre le « mur » qui menace les sociétés sous LBO (*leveraged buy-out*). Ces entreprises, rachetées par des fonds d'investissement à grand renfort de dette, ont aujourd'hui du mal à les rembourser.

En Europe, « 254 entreprises sont confrontées au renouvellement de 133 milliards d'euros de dette arrivant à échéance en 2015 » souligne l'agence. « Au moins un quart d'entre elles pourraient se retrouver en cessation de paiement et le chiffre pourrait doubler si les marchés obligataires à haut rendement [qui permettent aux groupes les plus fragiles de se financer] venaient à être fermés [en raison de la crise] » estime Moody's. Le rapport comporte un bémol : il ne porte que sur la dette « non notée », c'est-à-dire les sociétés sur laquelle l'agence n'a pas fait d'étude.

Mais le phénomène est connu. Contractés durant les années fas-

tes du crédit, entre 2004 et 2008, avec l'idée que l'activité des entreprises permettrait des remboursements réguliers, les emprunts des sociétés sous LBO arrivent progressivement à échéance. Or la situation a radicalement changé. D'abord du côté des entreprises : confrontées à une économie morose, elles ne parviennent pas à ali-

Ni les banques ni les fonds ne veulent aujourd'hui d'une solution radicale, qui obligerait chacun à prendre ses pertes

gner les liquidités nécessaires au paiement de leur dette. Ensuite pour les banques qui, incitées par les nouvelles réglementations à renforcer leurs fonds propres, rechignent à prêter. Enfin, pour les fonds actionnaires. « 60 % à 70 % de la dette est aujourd'hui détenue par des fonds spécialisés qui arri-

vent à la fin de leur période d'investissement [cinq à sept ans] : ils ne pourront pas renouveler leurs prêts » explique un banquier.

« Un quart de faillites, cela nous semble exagéré. Selon notre étude annuelle, en 2011, le taux de défaillance des sociétés en LBO en France [environ 1500] n'atteignait que 1 %, comparable à la moyenne nationale », indique Louis Godron, de l'Association française des investisseurs en capital (Afic).

« Les groupes sous LBO ne feront pas nécessairement défaut mais ils seront contraints de négocier une extension de la maturité de leur dette en échange d'une hausse des rémunérations des banques » estime Jean-Manuel Richier, patron de la filiale française de Blackstone, le plus gros fonds d'investissement au monde.

C'est déjà le cas en France : après Numericable et Elixor en début d'année, le loueur automobile Europcar, qui affichait 2,9 milliards d'euros de dette, en a repoussé l'essentiel de 2013 à 2017 grâce à une émission obligataire en avril, en échan-

ge d'une réinjection de capital de la part du fonds Eurazeo. Chez Vivarte (marques Kookai, André...), l'épée de Damoclès de 2,5 milliards vient d'être décalée de 2013 à 2017.

Et le chimiste Materis, détenu par Wendel, a achevé les négociations pour se soulager de 1,8 milliard d'endettement.

Pour d'autres, le mur de la dette est encore une réalité, à l'instar de PagesJaunes, de la Saur ou, outre-Manche, du groupe de pharmaciens Alliance Boots. Mais repousser l'échéance d'un LBO ne revient-il pas à reculer pour mieux sauter ? En tout cas, ni les banques, ni les fonds, ne veulent aujourd'hui d'une solution radicale, qui obligerait chacun à prendre ses pertes. « Cette situation devient de plus en plus douloureuse pour les banques, en raison du capital immobilisé, et pour les sociétés concernées, qui ne sont gérées que dans une optique de remboursement de dette, et pas de développement », déplore Jean-Manuel Richier. ■

AUDREY TONNELIER